

l'Est, du 16 octobre et signé par M. Marcel Rivard, journaliste de Victoriaville. Je tiens à le lire au ministre, afin qu'il sache bien ce que la population pense de lui. Tous les députés ont exprimé, au cours de l'étude de ce bill, des opinions émanant de leur circonscription, de leurs concitoyens, et je m'en voudrais de ne pas dire au ministre ce que la population de la circonscription de Lotbinière pense de son bill. M. Marcel Rivard intitule son article «Un coup de poignard dans le dos des hebdomadaires!» La seule vue de ce titre donne une idée de l'atmosphère qui règne chez la population. Je cite l'article en question:

Les hebdomadaires régionaux semblent prêts à une augmentation du tarif de la poste, mais sont contre le fait que cette augmentation triple le coût de leur envoi respectif.

Monsieur l'Orateur, il est évident qu'en vertu du système actuel, les solutions du gouvernement ne peuvent être que des hausses, des hausses et encore des hausses de taxes et d'impôts, et c'est toujours le gagne-petit qui paie. D'ailleurs, on a vu cela hier soir encore dans le discours du budget. Ce sera encore le gagne-petit qui paiera davantage d'impôts pour le plus gros.

Le projet de loi présenté par le ministre des Postes (M. Kierans) n'a certes pas l'heur de plaire aux hebdomadaires du Québec—et j'aimerais que le ministre m'écoute—pas plus d'ailleurs qu'aux quotidiens, qui se verront forcés d'interrompre la distribution de leur journal le samedi.

Et M. Rivard poursuit:

Qui souffrira de ce projet de loi, s'il est accepté tel quel, si ce n'est pas justement les régions rurales?

Il me faut dire que M. Marcel Rivard écrit au nom de plusieurs hebdomadaires de la région des Bois-Francs, de la région des Cantons de l'Est.

Et c'est la raison pour laquelle les hebdomadaires, y compris *L'Union* des Cantons de l'Est, sont en désaccord avec M. Kierans.

En fait, on croit à juste titre dans certains milieux que le nouveau ministre des Postes considère son département comme une entreprise se devant à tout prix enregistrer un surplus financier appréciable à la fin d'un exercice annuel; ...

Et j'ajoute: au détriment même du citoyen canadien, même s'il le sait.

... les hebdomadaires, eux, sont d'avis que c'est tout le contraire...

Depuis plus d'une décennie, ils ont vu la télévision d'État leur enlever une partie plus qu'importante de l'annonce commerciale dite «nationale», ...

Grâce à la télévision d'État que nous finançons à même l'argent des contribuables!

... parce que, par son système, la télévision s'est infiltrée dans toutes les régions du Québec et qu'elle a un facteur de «pénétration dans les foyers» fort élevé. Il reste cependant à savoir si

la télévision de l'État a réussi à enlever aux hebdomadaires le rôle exceptionnel d'être le reflet de la vie d'une communauté; jamais elle ne l'a pu, et jamais elle ne le pourra... De la télévision et de l'hebdomadaire, qui est alors le plus fort?

• (4.30 p.m.)

Monsieur l'Orateur, M. Marcel Rivard répond ici d'une façon très objective:

L'hebdomadaire.

Hier, l'honorable député de Richmond (M. Beaudoin) a prononcé un discours extrêmement intéressant, extrêmement étoffé. Il a exposé la situation que j'ai décrite, sous un autre angle. Il a énuméré une quantité d'hebdomadaires qui font face à des problèmes et, encore là, le ministre ne donne aucune réponse et continue à nous supplier d'adopter son bill.

Monsieur l'Orateur, il est inconcevable que, en 1968, on soit obligé de tolérer un gouvernement semblable qui au vu et au su de tout le monde, se montre autoritaire au point d'imposer ses vues aux citoyens en vue de préparer l'avènement d'un régime socialiste.

M. Marcel Rivard continue, et je cite:

Il semble que ce ne soit pas là son intention, encore moins celle du ministre Kierans, puisque la nouvelle loi, telle que présentée sans texte vraiment précis en Chambre des communes, constitue—c'est ce qui est regrettable et inadmissible—un coup de poignard dans le dos des hebdomadaires, blessure mortelle pour un certain nombre d'entre eux.

Et si demain, monsieur l'Orateur, un certain nombre d'hebdomadaires comme *l'Union* des Cantons de l'Est, *Le Nouvelliste*, *le Courrier-Sud*, *l'Écho de l'Abitibi*, *la Frontière*—et bien d'autres, puisqu'il y en a plus de 150 au Québec seulement—sont forcés de disparaître, la population pourra dire avec raison: Si nous avons perdu notre moyen d'information régionale, qui créait une certaine atmosphère dans notre région et établissait entre nous des liens d'amitié qui entretenaient notre force et notre vitalité, ce sera dû au beau et grand parti libéral, ce sera dû au beau et grand gouvernement majoritaire, ce sera dû à un groupe de députés libéraux qui n'auront pas eu le cœur de se lever à la Chambre pour protester contre des mesures qu'ils savaient très bien être draconiennes. Alors qu'ils connaissent très bien les répercussions possibles de ces mesures, ils continuent de rester assis et de demeurer bouche bée. Cela me fait plaisir, dans une certaine mesure, puisque c'est une preuve pour la population que seuls des députés libres d'attaches financières, libres comme l'air qu'ils respirent—il y en a 14, à la Chambre, et ce sont les membres du Ralliement créditiste—peuvent prendre la défense des entreprises privées et de la population. (*Applaudissements*)

Des voix: Oh! Oh!